

Bilan

15. octobre 2013

Immigration clandestine: les contradictions de l'UE

par **Mohammad Farrokh**

Le drame de Lampedusa met en lumière les incohérences de la politique européenne en matière d'immigration. L'analyse du journaliste Mohammad Farrokh pour Bilan.



Début octobre, le naufrage d'un bateau chargé d'immigrés a fait plus de 300 victimes au large de Lampedusa. Quelques jours plus tard, la tragédie se répète près de Malte. Crédits: AFP

Lampedusa est un révélateur des erreurs de la politique européenne en matière d'immigration. Première erreur, des objectifs irréalistes à commencer par l'immigration zéro.

S'il n'est pas possible d'ouvrir les frontières de l'Union européenne, faute de quoi elle serait submergée, il n'est pas non plus réaliste de vouloir stopper toute immigration clandestine. La défunte RDA avait tenté de verrouiller ses frontières pour empêcher toute sortie : on sait ce qu'il en est advenu. Or, c'est exactement ce que tente de faire l'UE à ses frontières terrestres. Au principal poste-frontière entre la Turquie et l'UE, appelé Kapikule côté turc et Kapitan Andreevo côté bulgare, le passage légal prend, selon la presse turque, facilement douze heures. La Turquie a entièrement refait la douane de Kapikule dans les années 2007/2008 pour plaire aux Européens.

Qu'a-t-elle obtenu en échange? Rien. Les Turcs ont toujours besoin de visas pour se rendre en Europe. Ils ont tenté de porter l'affaire devant les instances européennes pour faire appliquer un accord déjà ancien qui prévoit la levée du visa mais ils ont été déboutés, comme le relève Celâl Bayar, président de la Fédération des Associations turques de Suisse romande et petit-fils du président de la République turque. "C'est à l'instigation de De Gaulle et d'Adenauer que mon grand-père, en 1959, a initié le processus d'intégration de la Turquie", souligne-t-il.

Conséquences dramatiques

Les incohérences de la politique de l'UE ont des conséquences dramatiques sur le terrain. La frontière entre la Grèce et la Turquie coïncide presque entièrement avec le cours du fleuve Evros (côté grec) ou Meriç (côté turc). Or, s'il faut en croire la presse turque, environ 150 personnes par an se noient en tentant de traverser les eaux traîtresses du Meriç. C'est pourquoi beaucoup de candidats tentent de passer par les 12 km de frontière gréco-turque non couverts par le fleuve, devant la ville d'Edirne. La Grèce a annoncé la construction d'un mur qui, s'il se réalise effectivement, ne fera qu'accroître le nombre de ceux qui se noient en tentant de passer le Meriç à la nage.

Pire, on peut imaginer un scénario à l'est-allemande : des dizaines de milliers de candidats à l'immigration pourraient se masser devant le mur et tenter de le forcer. Qui à Athènes ou à Bruxelles aura le « courage » politique de donner l'ordre d'empêcher le passage par la force ? A l'évidence personne : à Berlin en novembre 1989, le lieutenant-colonel Harald Jäger des garde-frontières est-allemands, ne parvenant à joindre personne en haut lieu, a pris sur lui de laisser passer la foule au poste-frontière de la Bornholmerstrasse. Le 19 août 1989, le chef des garde-frontières hongrois de Sopron Arpad Bella avait pris la même décision laissant passer 600 personnes vers l'Autriche, lui aussi abandonné par ses chefs, incapables d'assumer.

Une autre politique est possible

A l'heure actuelle, cette incapacité d'assumer les conséquences d'une politique d'immigration zéro ressort clairement de la situation sur le terrain. A quoi servent les dispositifs high tech, les caméras infrarouge et les barbelés si, à la première tragédie d'une certaine importance, les garde-côtes doivent se muer en sauveteurs, c'est-à-dire en fait aider à immigrer ceux qu'ils sont censés tenir à distance ?

Pourtant, une autre politique est possible à condition de fixer des objectifs réalistes. En matière d'immigration, le mieux est l'ennemi du bien : dans ce domaine, le seul objectif possible est de ralentir le flux, sans essayer de l'enrayer totalement. Intuitivement, on peut dire que si 500'000 clandestins par an c'est trop, 100'000 est probablement un niveau acceptable, à condition de répartir les arrivants dans toute l'UE au lieu de faire porter le poids de cette immigration sur les Italiens et les Grecs.

Dans cette perspective aussi, les dispositifs high tech aux frontières légales sont contre-productifs car ils encouragent les passages aux frontières « vertes » beaucoup plus dangereux et surtout politiquement ingérables. Dans la même logique, l'impossibilité de faire de faux papiers ou d'obtenir des visas de complaisance aboutit à faire du passage en force et en masse le seul moyen d'entrer en Europe. Et c'est un moyen contre lequel les stratégies de Frontex, avec leurs appareils de détection des faux papiers et leurs caméras, ne peuvent rien.

Outre fixer un seuil d'immigration illégale acceptable, l'UE doit s'appuyer sur les Etats limitrophes, surtout Afrique du Nord et Turquie. La politique menée envers ce dernier pays est caricaturale à force d'être odieuse : tout se passe comme si le début des négociations d'adhésion à l'UE a eu pour seul et unique but d'obtenir un contrôle renforcé aux frontières sans donner en échange autre chose que des illusions.

Un autre moyen à disposition des Européens est d'encourager la libre circulation entre groupes d'Etats non européens. Il est toujours frappant de constater à quel point les déplacements entre Etats du Sud sont compliqués par des entraves inutiles. Alors qu'il devrait être facile de voyager, disons de Rabat à Tunis en longeant la Méditerranée, c'est tout simplement impossible. La frontière entre le Maroc et l'Algérie est fermée depuis 1994. Le président tunisien Marzouki a déploré peu après son entrée en fonction la persistance de barrières inutiles. Certaines améliorations se dessinent, notamment entre l'Algérie et la Tunisie et, en 2012, entre l'Algérie et l'Egypte. Mais il reste beaucoup à faire pour créer une alternative crédible à l'émigration vers l'Europe.

De son côté, l'UE ne fait rien pour encourager la création de zones de libre-circulation susceptibles d'alléger la pression sur l'Europe. Le 10 juin 2010, Turquie, Syrie, Jordanie et Liban ont décidé à Istanbul l'abolition des visas, un rapprochement qui a malheureusement fait long feu en raison de la guerre civile en Syrie.

La fermeture des frontières semble arranger l'UE. Elle a fait pression sur la Turquie pour l'empêcher de donner des visas aux postes-frontières et essaie toujours de lui faire rétablir le visa avec le plus grand nombre de pays possibles, comme le relevait Kemal Kirisci il y a une dizaine d'années déjà. Ce professeur turco-suisse à l'Université de Bogaziçi, spécialiste reconnu des questions de migration, a tenté poliment mais en vain d'attirer l'attention des Européens sur les contradictions de leur politique.

Car une fois enfermés dans leur pays et privés de toute possibilité de voyager légalement, les gens deviennent quasi fous. Tout le monde ne peut pas aller partout, mais il faut faire en sorte que personne ne puisse aller nulle part.

L'AUTEUR

[plus d'articles du même auteur](#)

Mohammad Farrokh